

International

# ÉTATS-UNIS – IRAN – ISRAËL : LE CESSEZ-LE-FEU EST-IL VOUÉ À L'ÉCHEC ?

Clément Therme, David Khalfa, Rachel Nakache

27/04/2026

**Deux semaines après l'annonce du cessez-le-feu entre les États-Unis, Israël et l'Iran, proclamé le 8 avril par le président américain Donald Trump, la Fondation Jean-Jaurès organisait un briefing à l'occasion de la parution du nouvel ouvrage de Clément Therme, *Iran-Israël : la guerre idéologique de 1979 à nos jours* (Tallandier, 2026). Chercheur associé au Programme Turquie/Moyen-Orient de l'Institut français des relations internationales (Ifri), il est reconnu comme l'un des spécialistes de l'Iran.**

Initialement conclu pour une durée de deux semaines, le cessez-le-feu a finalement été prolongé *sine die* par Washington à la veille de son expiration, sans validation explicite de Téhéran, dans un climat de méfiance persistante. Aujourd'hui, la trêve tient formellement mais demeure extrêmement fragile : les accusations réciproques de violations se multiplient, les négociations restent hésitantes et indirectes, et plusieurs signaux témoignent d'une conflictualité toujours active, notamment dans le détroit d'Ormuz ou *via* des acteurs comme le Hezbollah.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent compte rendu. Organisé en partenariat avec l'Atlantic Middle East Forum (AMEF), l'événement s'est tenu dans le cadre des activités de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès. Animé par David Khalfa, codirecteur de l'Observatoire, ce briefing, réservé à un public de journalistes et de chercheurs, a donné lieu au texte ci-dessous, rédigé par Rachel Nakache, chargée de mission à la Fondation Jean-Jaurès.

## Un système politico-idéologique qui rend la trêve illusoire

Selon Clément Therme, la République islamique d'Iran ne peut pas être réduite à un simple régime autoritaire au sens classique. Elle s'apparente plutôt à un système complexe, où plusieurs centres de pouvoir tels que le clergé, les Gardiens de la révolution et les services de renseignement sont étroitement liés. Ces acteurs dépendent les uns des autres tout en étant en concurrence. Le renforcement du rôle des services de renseignement des Pasdaran depuis 2009 ne constitue pas une rupture, mais s'inscrit dans une dynamique plus ancienne. Depuis les années 1990, leur influence militaire, économique et politique n'a cessé de s'étendre, contribuant à la consolidation progressive du système.

Ce dernier repose aussi sur une idéologie transnationale, qui dépasse le cadre strictement iranien pour s'adresser à l'ensemble du monde chiite. Cette idéologie contribue à assurer la cohésion entre les élites au pouvoir et leurs relais, en Iran comme à l'étranger. Le clergé y occupe une place centrale, non seulement comme autorité religieuse, mais comme véritable groupe dirigeant, disposant de ressources économiques et politiques. Clément Therme distingue par ailleurs un clergé institutionnel, intégré au pouvoir et largement perçu comme corrompu ou intéressé, d'un clergé non institutionnel, plus proche de la population et bénéficiant d'une plus grande crédibilité. Cette distinction permet de comprendre que les critiques visent avant tout les élites religieuses au pouvoir, plutôt que la religion elle-même.

Pour autant, il serait réducteur d'expliquer le fonctionnement du régime par la seule idéologie. Clément Therme met plutôt en avant une logique de gouvernance pragmatique, fondée sur la survie du pouvoir. Dans cette optique, la répression apparaît comme un outil politique mobilisé de manière stratégique, selon les menaces et les rapports de force. Le traitement des opposants varie donc en fonction des intérêts du régime, qu'ils viennent de la société civile ou de l'intérieur du système. L'idéologie apparaît alors comme un instrument de légitimation, tandis que la priorité effective demeure la consolidation et la stabilité du régime.

Dans ce cadre, Clément Therme critique également une lecture trop centrée sur les individus. Selon lui, accorder trop d'importance aux figures comme le Guide suprême conduit à surestimer les effets politiques de leur disparition. Il conteste ainsi la théorie du choc, selon laquelle l'élimination de dirigeants entraînerait l'effondrement du régime, en estimant qu'elle est largement infondée et qu'elle ne correspond pas à la réalité d'un système aussi structuré. Celui-ci repose en effet sur un maillage institutionnel et informel particulièrement dense, ainsi que sur des mécanismes internes de contrôle et d'équilibre entre factions, qui assurent la continuité du pouvoir indépendamment des individus visés. Cette lecture rejoint ce que Frédéric Tellier qualifiait d'« idéocratie », c'est-à-

dire un régime structuré d'abord par des idées et des principes de légitimation plutôt que par des figures individuelles<sup>1</sup>.

Un autre axe majeur de la discussion porte sur les relations entre le régime et la société iranienne. L'hostilité ne se limite pas aux enjeux politiques *stricto sensu*, mais s'étend à l'ensemble des sphères de la vie quotidienne (contrôle des corps, libertés individuelles...). Les questions relatives au port du voile, à la consommation d'alcool, à la vie sociale ou encore aux restrictions imposées aux femmes sont mobilisées pour illustrer un rapport de tension qui s'exprime au quotidien.

Dans ce cadre, les manifestations et autres formes d'expression contestataire ne doivent pas être systématiquement interprétées comme les signes précurseurs d'un changement de régime. Elles traduisent plutôt un décalage entre les institutions et une partie importante de la population, contribuant ainsi à une fragilisation progressive de la légitimité du régime, sans déboucher nécessairement sur une rupture immédiate.

Sur le plan des perceptions régionales, Clément Therme appelle à une appréciation plus nuancée de la puissance régionale iranienne, qu'il estime fréquemment mal évaluée. Il souligne l'existence d'un double biais analytique : une tendance ancienne à la surestimation de l'influence de Téhéran, suivie plus récemment d'un risque inverse de sous-estimation à la lumière de certains revers. Dès le milieu des années 2010, des travaux académiques mettaient en garde contre une lecture exagérée de la projection iranienne dans la région, notamment au moment où la figure de Qassem Soleimani, général de l'armée iranienne, cristallisait l'attention médiatique. Selon Clément Therme, cette surestimation s'inscrit dans une dynamique classique des relations internationales où les acteurs engagés dans une confrontation ont intérêt à présenter leur adversaire comme particulièrement puissant, afin de légitimer leurs choix politiques et militaires. Cette construction discursive contribue à figer l'image d'un Iran hégémonique, parfois en décalage avec la réalité de ses capacités. À l'inverse, les difficultés récentes rencontrées par Téhéran ne doivent pas conduire à conclure à un affaiblissement structurel.

Dans ce contexte, il interroge également les perceptions israéliennes du dossier iranien. Selon lui, la stratégie israélienne s'inscrit avant tout dans un objectif de neutralisation de la menace iranienne, plutôt que dans une logique de transformation politique interne de l'Iran. Un Iran affaibli, contraint de se recentrer sur ses dynamiques internes et sa reconstruction, est perçu comme un résultat stratégique favorable, indépendamment des évolutions ultérieures du régime. Clément Therme souligne par ailleurs les capacités israéliennes en matière de renseignement et de frappes ciblées, qui témoignent d'une infiltration profonde des structures iraniennes, notamment sécuritaires et militaires. Cette capacité d'infiltration alimente l'idée, au sein de certains décideurs

israéliens, que le régime iranien n'est pas inaccessible, même s'il n'est pas sur le point de s'effondrer.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## Une trêve dépendante des grandes puissances

Les dynamiques régionales ne peuvent être comprises sans prendre en compte le rôle structurant des grandes puissances et des acteurs extérieurs, qui influencent à la fois les alliances et les équilibres diplomatiques.

Ainsi, Clément Therme revient sur ses propres analyses en reconnaissant une évolution de lecture. Il indique avoir initialement défendu l'idée d'une relation essentiellement tactique entre la Russie et l'Iran. Cette hypothèse, selon lui, doit aujourd'hui être nuancée, notamment à la lumière des recompositions intervenues depuis 2022 avec la guerre en Ukraine et le repositionnement international de la Russie. Il souligne toutefois qu'il ne s'agit pas d'une alliance idéologique structurée, contrairement à certaines lectures dites néoconservatrices qui tendent à exagérer le degré de convergence entre ces acteurs. La relation russo-iranienne doit plutôt être comprise comme une coopération opportuniste et flexible, fondée sur des intérêts convergents, mais non exclusifs.

Par ailleurs, les États-Unis apparaissent comme un acteur majeur, exerçant sur l'Iran une pression économique significative à travers un régime de sanctions et de restrictions estimé à plusieurs dizaines de milliards de dollars par an. Dans le même ensemble d'interactions, le Qatar et d'autres États du Golfe occupent une fonction diplomatique intermédiaire, en facilitant des canaux de communication indirects entre Israël et certains acteurs du monde arabe, ce qui illustre l'existence de mécanismes de médiation informels dans un espace régional fragmenté.

Parallèlement, les pays voisins de l'Iran occupent une place de plus en plus déterminante dans l'équation régionale. Les Émirats arabes unis, le Qatar, le Koweït, Bahreïn et d'autres acteurs du Golfe se trouvent dans une position d'équilibre délicat, entre maintien du dialogue, anticipation du

risque de représailles et renforcement de leur dépendance sécuritaire vis-à-vis des États-Unis. Les épisodes de tensions et les menaces attribuées à l'Iran ont contribué à reconfigurer leurs calculs stratégiques.

Clément Therme souligne également l'évolution des dynamiques de médiation régionale au Moyen-Orient, marquée par une recomposition progressive des rôles traditionnels. Il rappelle que certains acteurs, comme le Qatar, ont longtemps joué un rôle central de médiateur, en entretenant des canaux de communication avec l'ensemble des parties, y compris Israël. Toutefois, cette posture tend aujourd'hui à être réévaluée. Ainsi, de nouveaux acteurs, comme le Pakistan, ont été amenés à occuper des fonctions de médiation.

La position européenne vis-à-vis du dossier iranien apparaît quant à elle fragmentée et largement dépourvue de cohérence. Il n'existe pas, selon lui, de véritable politique européenne sur l'Iran, chaque État membre entretenant une relation spécifique avec les États-Unis et développant ses propres priorités régionales. Cette absence de ligne commune est encore accentuée par les divergences internes au sein de l'Union, notamment entre les États d'Europe occidentale et ceux d'Europe orientale, ces derniers restants fortement focalisés sur la guerre en Ukraine et la menace russe. Ainsi, Clément Therme souligne que les perceptions européennes de l'Iran varient fortement selon les configurations nationales. Il prend l'exemple de l'Allemagne, qui dispose d'une importante diaspora iranienne (environ 400 000 à 450 000 personnes) globalement bien intégrée et souvent très politisée. Cette communauté contribue à une compréhension plus fine des dynamiques internes iraniennes et alimente une sensibilité accrue aux questions des droits de l'Homme, notamment à la suite des mobilisations liées à la mort de Mahsa Amini.

À l'inverse, Clément Therme estime que la France dispose d'une communauté iranienne plus réduite, ce qui limiterait la profondeur de l'expertise institutionnelle sur le sujet et favoriserait parfois des lectures plus normatives ou symboliques du régime iranien. Il insiste toutefois sur le fait que ces différences ne relèvent pas uniquement de la démographie, mais également de traditions intellectuelles et historiques propres à chaque pays dans leur rapport au Moyen-Orient. Au-delà de ces disparités nationales, l'analyse met en évidence le poids des relations bilatérales entre certains États européens et les pays du Golfe et du Moyen-Orient. La France, par exemple, entretient des partenariats structurants avec le Qatar, les Émirats arabes unis ou encore l'Arabie saoudite, ce qui influence mécaniquement ses positions diplomatiques dans les crises régionales. Le Royaume-Uni et l'Allemagne disposent également de leurs propres réseaux d'alliances et de priorités, notamment en lien avec le Bahreïn ou l'Irak, ce qui contribue à une dispersion des lignes européennes. Selon Clément Therme, la diplomatie française est guidée par une logique de positionnement politique interne et international, marquée par la volonté d'affirmer une autonomie

stratégique parfois qualifiée de « troisième voie ». Toutefois, il souligne les limites structurelles de cette ambition, dans la mesure où les capacités militaires et diplomatiques européennes restent largement intégrées dans les dispositifs de coordination avec les États-Unis. Cette interdépendance réduit la capacité réelle d'autonomie stratégique, malgré les discours d'indépendance.

Enfin, Clément Therme estime que les recompositions récentes des relations transatlantiques, notamment sous l'effet des administrations américaines successives, ont contribué à affaiblir la capacité de l'Europe à jouer un rôle structurant sur le dossier iranien. L'épisode des sanctions dites « snapback » en 2025 illustre, selon lui, la difficulté pour les Européens d'influencer durablement les équilibres diplomatiques sans coordination étroite avec Washington.

## Vers une reprise inévitable ?

La discussion converge vers l'idée qu'il existe plusieurs trajectoires possibles, sans qu'aucune ne fasse aujourd'hui consensus.

Clément Therme mobilise d'abord la notion de « feuille de route » diplomatique, qui consiste à définir un cadre général visant à acter des principes généraux d'accord, tout en renvoyant à des négociations ultérieures le traitement des différends. Cette logique graduelle permet de désamorcer les blocages immédiats sans résoudre d'emblée les questions de fond. Toutefois, l'existence d'accords intérimaires est jugée peu crédible par Clément Therme, qui identifie trois freins majeurs. Le premier tient à Benjamin Netanyahu, qui n'accepterait pas un compromis jugé défavorable, d'autant plus dans un contexte de forte proximité avec l'administration Trump. Le deuxième réside dans les résistances au Congrès américain, notamment parmi les néoconservateurs proches de Donald Trump, à l'image de sénateurs comme Ted Cruz, susceptibles de bloquer ce type d'initiative. Le troisième frein tient à la position des pays arabes de la région, eux-mêmes touchés par les représailles iraniennes. Ceux-ci ne seraient pas enclins à accepter un accord qui n'intègre pas la question des proxies et qui ne s'accompagne pas d'un dégel des fonds.

Dès lors, Clément Therme estime que le scénario le plus probable reste celui d'un *statu quo*, soit une poursuite de la dynamique actuelle dans laquelle aucune des parties n'a véritablement intérêt à une reprise ouverte de la guerre.

1. Frédéric Tellier, *L'heure de l'Iran*, Paris, Ellipses, 2005.